



*Paris, le 16 avril 2020*

## Communiqué de presse

C'était une crainte, c'est maintenant un constat :  
le gouvernement a décidé de sacrifier la culture.

Dans un décret signé le 15 avril 2020, le gouvernement a acté un allongement des droits des intermittents de la simple durée du confinement. Comment penser une seconde que les intermittents retrouveront le chemin de la création et de l'emploi dès l'issue du confinement, alors même que les festivals sont annulés et que la date de réouverture des théâtres et cinémas apparaît lointaine, tout autant que celle de la reprise des tournages ? C'est donc des dizaines de milliers d'artistes et de techniciens du spectacle qui se retrouvent plongés dans une situation dramatique.

Or, comment envisager une culture sans artistes ni techniciens du spectacle ? Nous demandons la prolongation des droits des intermittents de la durée réelle du confinement (date à partir de laquelle toutes les activités culturelles seront de nouveau possibles) + 1 an. Car c'est bien toute cette période qui sera nécessaire pour permettre la reprise de nos métiers et pendant laquelle nous serons dans une situation de grande précarité. Quelles sont par ailleurs les options de déconfinement à l'étude concernant le monde de la culture ? Quelle sera la place des partenaires publics dans une reprise d'activité aux contours incertains ? Sans réponse forte, notre secteur connaîtra une crise sans précédent.

L'AAFA – Actrices et Acteurs de France Associés - en avait appelé à la responsabilité du Ministre de la Culture dans une lettre ouverte, le 11 avril dernier. Vous trouverez cette lettre en pièce jointe. Notre association réitère son appel au regard du décret signé le 15 avril par le gouvernement et de l'absence totale de réponse apportée le 16 sur France Inter par le Ministre de la Culture.

*Contacts presse :*

*Sophie-Anne Lecesne - 06.03.48.33.40*

*Michel Scotto Di Carlo - 06.60.69.19.53*